



**PRÉFET  
DU BAS-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale du Bas-Rhin  
14 rue du Bataillon de marche n°24  
BP 10001  
67050 Strasbourg Cedex

Strasbourg, le 30/09/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **BAUDER SARL**

3 Rue Maurice Koechlin 67410 Drusenheim

Code AIOT : 0100001295

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/09/2025 dans l'établissement BAUDER SARL, implanté Route de Herrlisheim – 67410 Drusenheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BAUDER SARL
- Route de Herrlisheim – 67410 Drusenheim
- Code AIOT : 0100001295
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société Bauder prévoit d'exploiter des activités de fabrication de produits d'isolation en mousse polyuréthane et des étanchéités bitumeuses.

Les divers bâtiments sont en place, la production de PU est prévue pour le mois d'octobre, celle de bitume pour début 2026, l'exploitant a commencé ses activités de stockage de PU, ainsi que de dépotage depuis une semaine.

**Thèmes de l'inspection :** ATEX, Eau de surface ...

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                  | Référence réglementaire                         | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délai |
|----|--|---|--|----------------------|
| 1  | Eaux pluviales                                     | Arrêté Préfectoral du 18/10/2022, article 3.2.3 | Demande d'action corrective  | 1 mois               |
| 2  | Dispositifs et mesures de prévention des accidents | Arrêté Préfectoral du 18/10/2022, article 5.2.1 | Demande de justificatif à l'exploitant   | 1 mois               |
| 4  | POI  | Arrêté Préfectoral du 18/10/2022, article 5.3.2 | Demande d'action corrective  | 2 mois               |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation des installations n'ayant pas encore débuté, le système de fermeture des bassins d'infiltration devra être opérationnel et le zonage ATEX intégralement mis en place d'ici là.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Eaux pluviales

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/10/2022, article 3.2.3  |
| <b>Thèmes :</b> Risques chroniques, Préparations des noues  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b> [...] En cas d'incendie ou de pollution, des obturateurs ou vannes permettent de fermer les réseaux reliés aux noues et bassins d'infiltration.</p> <p>Ces équipements sont manœuvrés au moins une fois par an, lors de cette opération l'étanchéité des dispositifs d'obturation est vérifiée.</p> <p>Chaque opération donne lieu à un constat qui est archivé et consultable par l'inspection des installations classées.</p> <p><b>Préparations des noues et bassins d'infiltration</b></p> <p>Avant la réalisation des noues et bassins d'infiltration, l'exploitant fait réaliser plusieurs sondages au droit de chaque ouvrage et jusqu'au toit de la nappe, afin de s'assurer de l'absence d'une pollution des sols au niveau du massif d'infiltration. Les hydrocarbures et métaux sont recherchés dans les échantillons de sols prélevés.</p> |
| <p><b>Constats :</b> L'exploitant a déclaré disposer de vannes permettant de fermer les réseaux reliés aux noues et bassins d'infiltration, mais il ne les a pas localisées lors de l'inspection, il a déclaré qu'une vanne serait positionnée dans l'un des regards, sans pouvoir en préciser l'emplacement : l'exploitant doit éclaircir ce point, signaler les obturateurs ou vannes permettant de fermer les réseaux reliés, et y former son personnel à leur utilisation.</p> <p>L'exploitant a déclaré par courriel du 24/09 qu'il allait mettre en place les actions nécessaires.</p> <p>Il a également transmis le rapport des sondages effectués au droit de chaque ouvrage, dont les résultats ne mettent pas en évidence d'anomalies.</p> <p>Ce point devra être résolu avant le démarrage effectif de l'exploitation des installations.</p>                                   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites : mise en place des vannes de fermetures  |
| <b>Proposition de suite :</b> Demande d'action corrective   |
| <b>Proposition de délai :</b> 1 mois  |

#### N° 2 : Dispositifs et mesures de prévention des accidents

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/10/2022, article 5.2.1  |
| <b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Localisation des risques   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés, ou d'atmosphères explosibles pouvant survenir, de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, ou de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours, s'ils existent.</p> |
| <p><b>Constats :</b> L'exploitant a établi une étude Atex, mais il n'a pas encore effectué complètement son zonage sur le site, notamment au niveau du poste de dépotage (il a déclaré que celui-ci est en exploitation depuis une semaine).</p> <p>De plus, les consignes à observer lors du dépotage ne sont pas affichées au niveau du poste de dépotage.</p> <p>Ce point devra être résolu avant le démarrage effectif de l'exploitation des installations.</p>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suite :</b> Demande de justificatif à l'exploitant  |
| <b>Proposition de délai :</b> 1 mois  |

#### N° 3 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/10/2022, article 5.3.1   |
| <b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Moyens techniques de lutte contre l'incendie  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b> Le site est équipé d'un réseau de 8 poteaux incendie de diamètre 150 mm, répartis de façon à couvrir l'intégralité des installations. [...]</p> <p>Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Un plan des moyens de lutte est tenu en permanence, de façon facilement accessible, à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p> |
| <p><b>Constats :</b> L'exploitant a présenté un rapport de test des poteaux incendie, concernant le poteau N°1 il y était noté « surpressé » : l'exploitant a déclaré que cette mention faisait référence au fait que le poteau vibrait légèrement lors de son ouverture, de par sa proximité du local source.</p> <p>L'exploitant n'a pas présenté de plan des poteaux, il l'a transmis par courriel.</p> <p>Ce point n'appelle pas d'observations.</p>           |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suites  |

#### N° 4 : Moyens organisationnels de lutte contre l'incendie

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/10/2022, article 5.3.2   |
| <b>Thèmes :</b> Risques accidentels, POI   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarii dans l'étude de dangers.</p> <p>AM du 16/05/2014, article 9 : la liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie est adressée au préfet ... Le POI est mis à jour dans le même délai.</p> |
| <p><b>Constats :</b> L'exploitant a présenté un POI lors de l'inspection, mais il a déclaré que celui-ci n'est qu'à l'état de projet, il n'est pas complet, notamment il ne recense pas la liste des produits de</p>   |

|   |
|---|
| décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie :<br>Il a déclaré, par courriel, que cette analyse avait démarré.<br>Ce point devra être résolu avant le démarrage effectif de l'exploitation des installations. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites : transmission du POI complet   |
| <b>Proposition de suite :</b> Demande d'action corrective   |
| <b>Proposition de délai :</b> 2 mois  |